

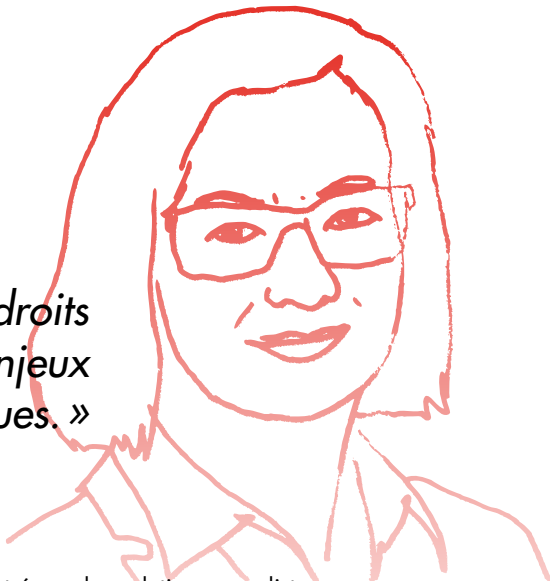
RAPPORT ANNUEL 2014

SANTÉ SEXUELLE Suisse
SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz
SALUTE SESSUALE Svizzera

**FONDATION SUISSE
POUR LA SANTÉ SEXUELLE
ET REPRODUCTIVE**

RAPPORT ANNUEL 2014

- 2 Mot de la présidente / Yvonne Gilli
- 3 Mot de la directrice / Barbara Berger
- 4 **SANTÉ SEXUELLE Suisse**
 - Présentation
 - Mission
 - Valeurs
 - Vision
- 7 5 axes d'intervention : rétrospective des activités 2014
 - 1^{er} axe : Information et services
 - 2^{ème} axe : Éducation à la santé sexuelle
 - 3^{ème} axe : Interruption de grossesse et lutte contre les avortements à risques
 - 4^{ème} axe : Infections sexuellement transmissibles, y compris VIH/sida
 - 5^{ème} axe : Plaidoyer
- 20 Structure et ressources
 - Conseil de la Fondation
 - Comité de l'Association
 - Équipe du secrétariat
 - Finances
- 26 Collaborations et partenariats
- 28 Impressum




« Santé sexuelle et droits sexuels: jeux et enjeux politiques. »

Heureusement, l'année 2014 a démontré que les solutions populistes ne faisaient plus recette dans ce domaine. L'initiative « L'avortement est une affaire privée » a été largement rejetée. Celle-ci ne visait certes pas à interdire les interruptions de grossesse, mais à les supprimer du catalogue des prestations remboursées par l'assurance maladie de base. Ce résultat entérine le droit des femmes à décider librement si elles souhaitent ou non recourir à une interruption de grossesse. Ce vote nous a valu une reconnaissance internationale à une époque où les gouvernements conservateurs, comme ce fut le cas en Espagne, pensent souvent pouvoir rassembler leurs partisan.e.s autour de la question de l'interruption de grossesse. En ma qualité de membre du Comité du Forum parlementaire européen sur la population et le développement (EPF), ainsi que de co-présidente du groupe parlementaire Caire+, j'ai trouvé, après cette votation remportée haut la main, un nouvel élan qui renforce mon engagement pour la santé sexuelle et reproductive et les droits qui s'y rapportent. Car, même si ces derniers sont souvent remis en question, nous avançons malgré tout... pas à pas.

Yvonne Gilli, présidente

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE
2



« S'engager au niveau cantonal, national et international pour la promotion de la santé sexuelle et l'ancrage des droits sexuels qui sont des droits humains. »

Choisie pour succéder à Anita Cotting à partir du 1er avril 2014, j'ai eu la chance de travailler encore quelques mois avec elle pour prendre mes nouvelles fonctions au sein de SANTÉ SEXUELLE Suisse. Grâce à son travail, l'organisation s'est fortifiée, est devenue partenaire de la Confédération pour la mise en œuvre du programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles, et a obtenu son accréditation auprès de la Fédération internationale pour la planification familiale (www.ippf.org), ce qui lui a permis de s'imposer aussi sur la scène internationale. Le Conseil de Fondation a adopté une stratégie jusqu'en 2017 dont les principes servent déjà de base à ce rapport d'activités, et qui détermine des lignes directrices pour la consolidation et la pérennisation de notre organisation après une phase de croissance importante. La force de SANTÉ SEXUELLE SUISSE réside dans son mode d'organisation et la proximité qu'elle a su créer avec les centres de santé sexuelle et de planning familial, ainsi qu'avec les associations professionnelles en santé sexuelle. Cette proximité avec le terrain a été encouragée par Anita Cotting, et elle continuera à l'être par une équipe SANTÉ SEXUELLE Suisse engagée et motivée. Voilà ce qui transparaît dans notre rapport annuel 2014...

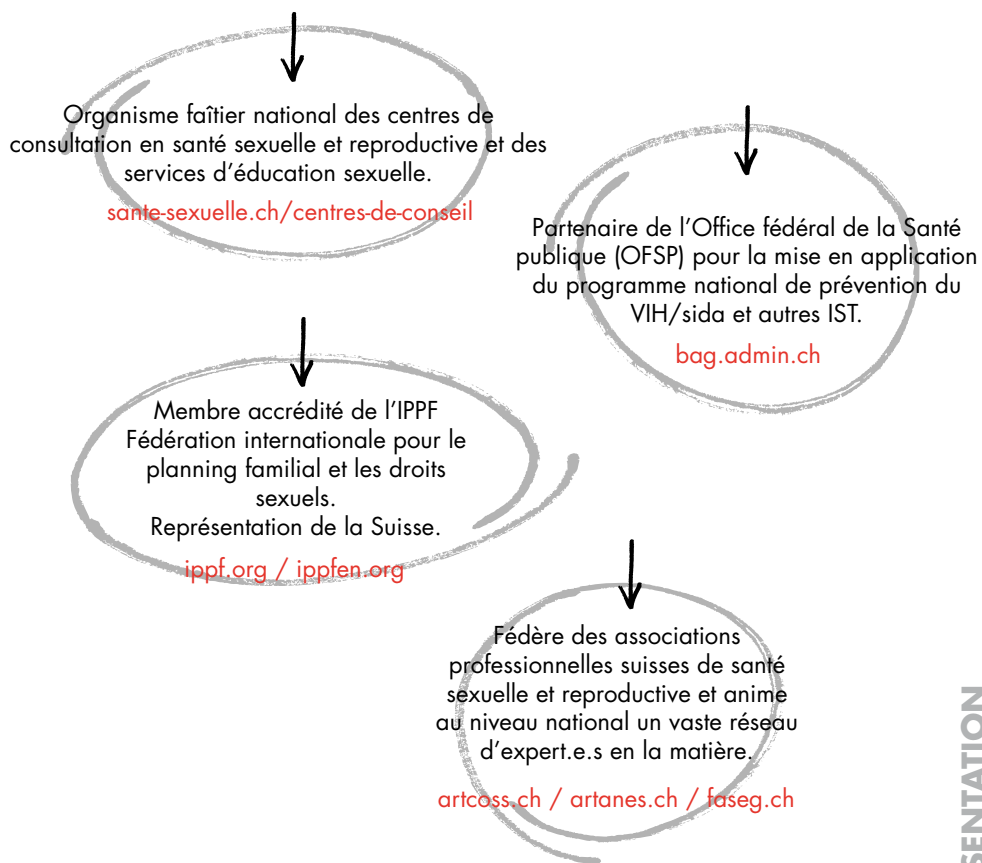
Barbara Berger, directrice

LE MOT DE LA DIRECTRICE
3

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

PRÉSENTATION

SANTÉ SEXUELLE Suisse, Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive et les droits qui lui sont liés:



PRÉSENTATION

4

ARTCOSS – Association Romande et Tessinoise des Conseillères et conseillers en Santé Sexuelle / ARTANES – Association romande et tessinoise des éducatrices/teurs, formatrices/teurs, en santé sexuelle et reproductive / faseg – Fachverband sexuelle Gesundheit in Beratung und Bildung

MISSION

Promouvoir et défendre la santé sexuelle et reproductive et les droits sexuels, en Suisse et solidairement au niveau international.

Veiller à l'application des engagements pris par la Suisse au niveau national et international en matière de santé sexuelle et reproductive.

Ancrer la santé sexuelle et reproductive comme partie intégrante de la santé publique en Suisse.

Garantir à la population en général l'accès à des prestations d'information, d'éducation, de conseil et de soins de qualité pour lui permettre des choix éclairés et responsables.

En tant qu'organisation faîtière, SANTÉ SEXUELLE Suisse défend les intérêts des services prestataires dans les cantons et les soutient dans leurs fonctions et le développement de leurs compétences. Elle veille notamment à l'organisation de la formation et de la formation continue dont ils ont besoin, et s'assure de leur qualité. En ce sens, SANTÉ SEXUELLE Suisse encourage et participe à la collaboration des centres de conseil avec les meneurs d'opinion politique dans les cantons.

MISSION

5

VALEURS

Dans le développement de ses activités, SANTÉ SEXUELLE Suisse s'engage à respecter les principes fondamentaux suivants :

la reconnaissance des droits humains pour toutes et tous, notamment des droits sexuels tels que définis dans la Déclaration des droits sexuels de l'IPPF

l'égalité des chances pour tous les groupes de population et partant la non-discrimination

La neutralité confessionnelle et politique ainsi que l'indépendance à l'égard de l'industrie pharmaceutique

une vision positive et multidimensionnelle de la sexualité

l'approche genre

la prise en compte des jeunes

VISION

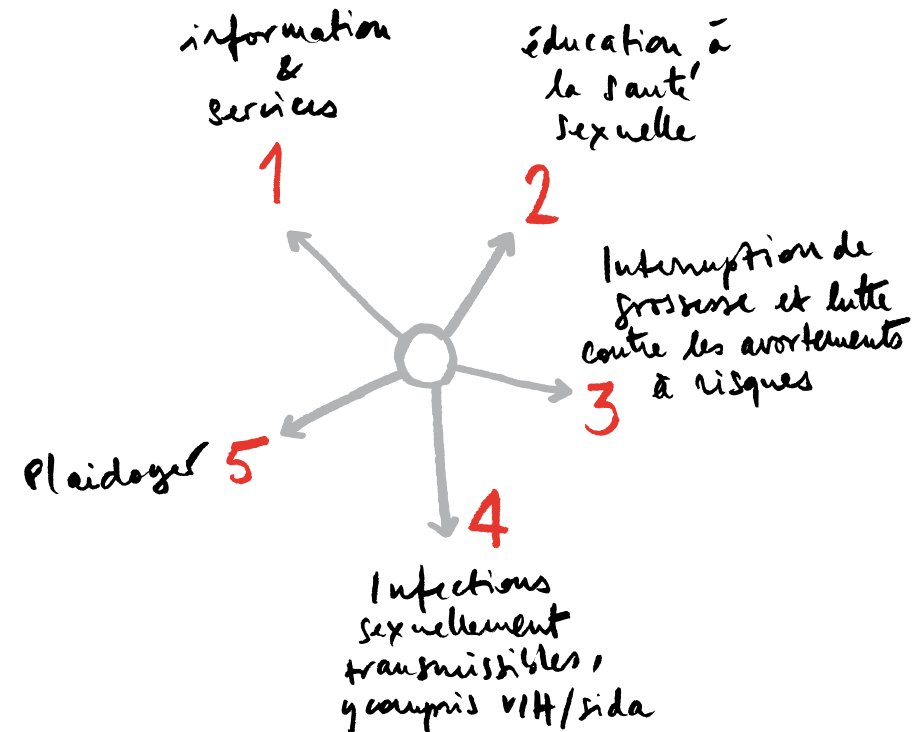
Toute personne, tout au long de sa vie, bénéficie de l'accès aux prestations d'information, d'éducation, de conseil et de soins dont elle a besoin pour lui permettre de vivre la meilleure santé sexuelle et reproductive possible en toute sécurité, liberté et responsabilité. Chacun.e connaît ses droits et ceux-ci sont respectés.

VALEURS ET VISION
6

5 AXES D'INTERVENTION

Rétrospective des activités 2014

La stratégie de SANTÉ SEXUELLE Suisse s'appuie sur les 5 axes définis par l'IPPF* tels qu'appliqués à la Suisse et adaptés aux réalités évolutives :



*Les 5 axes de l'IPPF :

1. Access, 2. Adolescents, 3. Abortion, 4. Aids, 5. Advocacy

5 AXES
7

1^{er} AXE

INFORMATION ET SERVICES

Pour pouvoir mener en toute liberté une vie sexuelle libre et responsable, être apte à faire des choix, à développer sa responsabilité en matière de santé sexuelle et reproductive, l'accès de tout un chacun en Suisse à l'information et aux prestations de santé sexuelle et reproductive est essentielle.

Activités, projets, partenariats NIVEAU NATIONAL

Plateforme des centres de consultation Information et conseil à la population générale

Le répertoire des centres de conseil en santé sexuelle et reproductive est intégré au site internet de SANTÉ SEXUELLE Suisse, ce qui leur offre une visibilité accrue dans toute la Suisse. Les personnes qui souhaitent obtenir des informations ou un conseil en santé sexuelle peuvent consulter cette base de données directement sur la page d'accueil du site. sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil

Se protéger «en faisant attention», prendre la pilule de plus en plus longtemps... Et le préservatif dans tout ça? Telle était la thématique choisie par SANTÉ SEXUELLE Suisse pour célébrer le 26 septembre la **journée mondiale de la contraception 2014**. L'occasion de présenter les prestations des centres spécialisés en santé sexuelle et planning familial de Suisse à un public élargi. De nombreuses activités de promotion offertes par les centres de conseil ont fait de cette journée une expérience phare, et ont suscité l'attention des médias.

Un nouveau programme a été mis sur pied à l'initiative de SANTÉ SEXUELLE Suisse et de l'Aide suisse contre le Sida. Baptisé «**Migration et vulnérabilité**», celui-ci va permettre de coordonner l'ensemble du travail effectué au niveau national sur la prostitution et la migration, et inclut un volet prévention auprès des clients des travailleuses du sexe. don-juan.ch



La **campagne dans les écoles de recrue suisses** se donne pour objectif de sensibiliser les jeunes hommes aux droits sexuels et aux infections sexuellement transmissibles. Les bases conceptuelles ont été posées en 2014, et des interventions adaptées ont été discutées avec la Base logistique de l'armée (BLA) et le Service médico-militaire. Ce dernier soutient d'ailleurs cette campagne et conseillera la BLA lors de sa mise en œuvre.

En collaboration avec la **Haute École de santé bernoise**, une étude a été initiée visant à établir l'état et les besoins de la recherche sur les motivations des hommes à se protéger contre les IST ou contre une grossesse non désirée. Les résultats permettront de développer une recherche mieux ciblée en la matière. gesundheit.bfh.ch

SUISSE ALÉMANIQUE

SANTÉ SEXUELLE Suisse participe régulièrement aux séances du comité de la **faseg (Fachverband sexuelle Gesundheit in Beratung und Bildung)**. Elle s'est fortement impliquée dans l'organisation de la conférence «Médias et compétences médiatiques», animée par Barbara Lukesch.

La **Haute école spécialisée bernoise, division Santé** a effectué une analyse des données des rapports annuels 2012 des centres de santé sexuelle et planning familial. Cette analyse servira de base pour le projet «Monitoring des rapports annuels des centres de consultation en matière de grossesse», qui sera poursuivi en 2015/2016. L'objectif est de proposer une saisie de données cohérente au niveau national, sans charge de travail supplémentaire pour les centres.

Traduites en allemand, les recommandations «**Pour une formation dans le domaine de la santé sexuelle des individus physiquement ou cognitivement limités**» ont été envoyées aux autorités fédérales, aux directions cantonales de Suisse alémanique, ainsi qu'aux responsables d'institutions spécialisées. sante-sexuelle.ch/shop sehp.ch

SUISSE ITALIENNE

L'antenna SALUTE SESSUALE Svizzera italiana da quest'anno è presente nell'ufficio del Coordinamento dei Centri di pianificazione familiare dell'Ente ospedaliero cantonale, anche con un recapito telefonico diretto. Il portale in lingua italiana, attivo da inizio anno, è stato costantemente curato e aggiornato. È stata inoltre introdotta la Newsletter in italiano inviata regolarmente a servizi, istituzioni, associazioni, ecc. presenti sul territorio.

L'attività di SALUTE SESSUALE Svizzera è stata promossa sul territorio partecipando a momenti di formazione e collaborando alla pubblicazione di alcuni servizi destinati ai media.

Oltre 100 persone hanno partecipato alla tavola rotonda organizzata il 29 gennaio 2014 sul tema della prevenzione della violenza sessuale. Le relatrici e i relatori hanno trattato i vari aspetti della prevenzione: giuridico, politico, sociale, educativo e culturale. È stata anche un'importante occasione per la presentazione del manuale pedagogico "Non insistere! La violenza sessuale, Informazione, riflessione, prevenzione". salute-sessuale.ch

Travail de lobbying

SUISSE ROMANDE

SANTÉ SEXUELLE Suisse a participé au processus d'élaboration d'un concept cantonal de santé sexuelle aux côtés des autorités cantonales neuchâtelaises.

Sur demande de la Commission de prévention et de promotion de la santé (CPPS), nous avons commencé à développer un concept inter-cantonal de stratégie de santé sexuelle qui puisse faire partie intégrante de la santé publique.

SUISSE ITALIENNE

La strategia di salute sessuale cantonale, progetto avviato da alcuni anni con il Cantone Ticino, ha coinvolto la Commissione Cantonale sui Consultori di Gravidanza (CCCG) per il rinnovo e l'istituzione dal 2016 di una nuova Commissione cantonale per la salute sessuale.

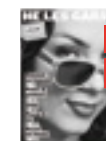
Matériel d'intervention

La boutique en ligne propose des ressources importantes et utiles, comme le confirment les résultats d'un questionnaire en ligne: 99,55% des acheteuses/acheteurs sondés (74 personnes germanophones, 14 francophones) ont évalué notre offre de matériel d'information et d'intervention « bien à très bien ». sante-sexuelle.ch/shop

PRODUITS COMMANDÉS

Hoppel Poppel et Crac-crac boum-boum étaient en tête des brochures les plus commandées en 2013. Elles ont été dépassées en 2014 par Hé les garçons. Voici quelques chiffres indicatifs des exemplaires distribués, et de l'augmentation depuis 2013:

Hé les garçons



23'798 ex.
+3'000 ex.

dont 21'827 ex.
en allemand

Hé les Miss



23'696 ex.
+1'200 ex.

dont 21'827 ex.
en allemand

Safer Sex, c'est sûr



28'444 ex.

dans les trois langues
nationales et en anglais

Crac-crac
Boum-boum



15'771 ex.

Amour, plaisir et
protection
version femmes



6'119 ex.

Amour, plaisir et
protection
version hommes



6'583 ex.

Et si on en parlait?
Une relation se vit à
deux.



A5

6'019 ex.

A6

10'121 ex.

Couple et
contraception



3'487 ex.

+250 ex.

dont 1'880 en français

2^{ème} AXE

ÉDUCATION À LA SANTÉ SEXUELLE

Défense, promotion et mise en œuvre d'une éducation sexuelle holistique en Suisse pour les enfants et adolescent.e.s

Le projet «Promotion d'une éducation sexuelle holistique en Suisse» soutenu financièrement par la **Fondation Oak** a véritablement démarré en février 2014 avec l'engagement de sa cheffe de projet Caroline Jacot-Descombes. Au printemps 2014, l'équipe s'est agrandie avec l'arrivée de la collaboratrice de projet Arabel Mettler puis en automne du stagiaire Grégoire Laffely. Les principaux travaux de l'équipe se sont concentrés sur le lancement de plusieurs actions devant permettre d'atteindre le but principal de ce grand projet, soit la défense, la promotion et la mise en œuvre d'une éducation sexuelle holistique à l'attention des enfants et des adolescent.e.s en Suisse, en mettant un accent sur les garçons et les hommes et sur la prévention de la violence sexuelle. oakfnd.org

Activités, projets, partenariats

NIVEAU NATIONAL

La première action a consisté à renforcer le travail de plaidoyer visant la défense du droit à l'éducation sexuelle en Suisse. En particulier, nous avons jeté les bases pour concevoir une alliance d'organisations non lucratives et non gouvernementales au niveau national pouvant promouvoir une éducation sexuelle holistique. alliance-educationsexuelle.ch

La deuxième action ouvrait un champ nouveau à SANTÉ SEXUELLE Suisse, soit le lancement d'une recherche scientifique sur l'éducation et les droits sexuels auprès des enfants, parents et personnel enseignant. Pour y parvenir, une convention tripartite entre les deux HES de travail social de Lucerne et de Genève et SANTÉ SEXUELLE Suisse a pu être signée fin 2014 pour démarrer l'étude début 2015. hslu.ch / hets.ch



La rédaction d'un cadre de référence sur l'approche par les pairs dans le domaine de l'éducation sexuelle et la recherche d'équipes à soutenir pour développer cette démarche dans les cantons.

La préparation de campagnes auprès d'un public masculin : d'abord des garçons de 11-13 ans lors de **la journée « futur en tous genres »** qui vise à présenter le métier de spécialiste en santé sexuelle par un homme ; ensuite des jeunes hommes dans le cadre de l'école de recrue pour promouvoir l'importance de la responsabilité des hommes dans les relations sexuelles.

SUISSE ROMANDE

SANTÉ SEXUELLE Suisse et ARTANES ont édité en 2014 **un cadre de référence pour l'éducation sexuelle en Suisse romande.** S'appuyant sur l'expérience des différents services d'éducation sexuelle romands ainsi que sur les Standards de l'OMS pour une éducation sexuelle en Europe*, ce document fournit une base de compréhension commune de l'éducation sexuelle holistique. Il propose des fiches thématiques organisées par niveau scolaire qui mettent en évidence les liens avec les objectifs du Plan d'Études romand (PER) et développent des propositions pour une approche de coopération entre les spécialistes de l'éducation sexuelle et les enseignant.e.s. Il a été diffusé dans chaque canton romand auprès d'un large réseau de partenaires concernés.

Dans le cadre du projet «Promotion de l'éducation sexuelle holistique», SANTÉ SEXUELLE Suisse a organisé un media training sur le thème: Arguments pour et contre l'éducation sexuelle à l'école. Cette journée de formation a été animée par Madame Nathalie Randin, en présence d'une formatrice ARTANES de chaque canton romand.

*Standards for sexuality education in Europe OMS et BZgA, Cologne 2010, www.euro.who.int. Version française: SANTÉ SEXUELLE Suisse, Standards pour l'éducation sexuelle en Europe, Lausanne 2013, www.sante-sexuelle.ch



Formations et formation continue

En 2014 SANTÉ SEXUELLE Suisse a poursuivi son travail pour élaborer une grille de critères de qualité pour les titres professionnels délivrés dans les différentes régions linguistiques.

SUISSE ALEMANIQUE

Les travaux préparatoires nécessaires à l'élaboration du processus d'équivalence pour la reconnaissance des titres professionnels ont abouti. Depuis juillet 2014, les candidat.e.s à l'équivalence du titre professionnel de «Fachperson sexuelle Gesundheit in Bildung und Beratung - SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz» peuvent déposer leur demande auprès de SANTÉ SEXUELLE Suisse.
sexuelle-gesundheit.ch/fachtitel

SUISSE LATINE

En Suisse latine, les candidats au nouveau titre de «Spécialiste en santé sexuelle - éducation, formation, conseil - SANTÉ SEXUELLE Suisse» sont actuellement en cours de formation dans le cadre du DAS en santé sexuelle développé en partenariat avec le Cefoc de la HETS de Genève et les universités de Genève et Lausanne.
sante-sexuelle/titre-professionnel/salute-sessuale.ch/titolo-professionale

3^{ème} AXE

INTERRUPTION DE GROSSESSE ET LUTTE CONTRE LES AVORTEMENTS À RISQUES

Garantir le droit de la femme de décider librement si et quand elle veut avoir des enfants.

Le régime du délai, défendu par SANTÉ SEXUELLE Suisse, est en vigueur en Suisse depuis octobre 2002. D'après cette réglementation, la femme enceinte peut décider d'interrompre une grossesse non souhaitée dans les douze premières semaines. Passé ce délai, l'interruption de grossesse est admise si un avis médical démontre qu'elle est nécessaire pour écarter le danger d'une atteinte grave à l'intégrité physique ou d'un état de détresse profonde de la femme enceinte. Dans les deux cas, les coûts de l'intervention sont à la charge de l'assurance maladie obligatoire. Cette base légale garantit actuellement aux femmes le droit au libre choix. Cependant, pour que les femmes puissent faire valoir ce droit, il est important de les renseigner à ce sujet en mettant à leur disposition des informations objectives et neutres.

Activités, projets, partenariats

SANTÉ SEXUELLE Suisse a pu défendre avec succès le droit à l'autodétermination et l'accès à l'interruption de grossesse lors de la lutte contre l'initiative populaire fédérale « Financer l'avortement est une affaire privée ». Grâce à l'alliance largement soutenue « Non à toute attaque du régime du délai », SANTÉ SEXUELLE Suisse a combattu ce texte au moyen d'une campagne organisée très en amont, composée d'activités coordonnées et de communications aux médias. Le net refus de la population par 70% des voix le 9 février 2014 peut être considéré comme un plébiscite clair du régime du délai et de sa prise en charge par l'assurance-maladie de base, et il est légitime de s'en réjouir.

La Commission Interruption de grossesse s'est penchée sur la problématique du secret médical des caisses maladies lors d'une interruption de grossesse. Les centres de santé sexuelle ont reçu en avril 2014 des modèles de lettres et des conseils pour mieux rédiger les courriers destinés aux assureurs et aux administrations des hôpitaux.

4^{ème} AXE

INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES, Y COMPRIS VIH/SIDA

SANTÉ SEXUELLE Suisse est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans la mise en œuvre du programme national de prévention contre le VIH et autres infections sexuellement transmissibles.

Le programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles PNVI 2011-2017 a pour objectif de mettre sur pied un travail de prévention plus global afin d'améliorer la santé sexuelle. Ce mandat regroupe diverses activités qui visent à soutenir les membres de l'Association ainsi que les acteurs additionnels de l'axe 1 du PNVI 2011-2017, tant sur les plans organisationnels et structurels, qu'avec du matériel. Une autre tâche cruciale consiste à prendre en charge et à analyser les besoins liés aux multiples champs d'action (conseil, information, sensibilisation, formation) et de les documenter afin de prendre des mesures adéquates.

Activités, projets, partenariats NIVEAU NATIONAL

Des visites sur le terrain ont été organisées dans les cantons d'Argovie, de Neuchâtel, St. Gall, Genève et Fribourg, où nous avons participé aux séances cantonales de coordination des centres spécialisés. Une rencontre de travail a également eu lieu avec des représentant.e.s de l'Aide suisse contre le Sida, Section Haut Valais. À mentionner également, un partenariat avec la plateforme d'échange CoRom (Coordination Romande), ainsi que la participation à des séances de comités de rédaction pour du matériel de publication.

L'été 2014 a vu la constitution d'un groupe de réflexion sur le thème du „préservatif en tant qu'outil d'intervention“. Les professionnel.le.s de diverses organisations de santé sexuelle y travaillent au développement de pistes pour l'utilisation du préservatif comme support au travail de conseil et d'éducation en santé sexuelle.

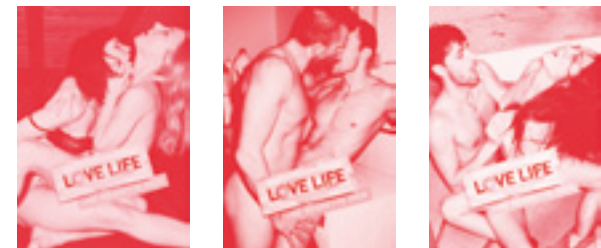
4ÈME AXE/ INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

4ÈME AXE/ INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

En plus de l'appui aux services et structures de santé sexuelle actifs sur l'axe 1 du PNVI, SANTÉ SEXUELLE Suisse a répondu à différentes sollicitations venues d'acteurs élargis du domaine social ou éducatif. Ainsi, des institutions pour jeunes, des services d'aide à la jeunesse, des écoles, des associations d'étudiant.e.s ont aussi pu bénéficier dans toutes les régions de Suisse du soutien de SANTÉ SEXUELLE Suisse.

La rencontre annuelle des acteurs de l'axe 1 s'est tenue le 1er avril 2014. Quarante spécialistes de centres de conseil et antennes sida ont pris part à cette rencontre pour échanger autour des mesures concrètes appliquées depuis 2011, et du processus d'implémentation du PNVI 2011-2017.

La campagne LOVE LIFE 2014 a été organisée en collaboration avec l'Aide suisse contre le Sida et l'Office fédéral de la santé publique. Au cœur de cette campagne axée sur le slogan «LOVE LIFE – ne regrette rien», le manifeste LOVE LIFE et ses trois déclarations: «J'aime ma vie, j'en prends soin», «J'aime mon corps, je le protège» et «Je ne regrette rien, j'y veille». La campagne LOVE LIFE 2014 a atteint son but: montrer que se protéger contre les infections sexuellement transmissibles en suivant les règles du Safer Sex et en utilisant un préservatif pouvait être séduisant. lovelife.ch bag.admin.ch/hiv_aids/



Le programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles PNVI 2011-2017 a été soumis en cours d'année à un important processus d'évaluation. Il aura permis de confirmer la position privilégiée de notre organisation dans la concrétisation des objectifs d'éducation sexuelle à l'école, ainsi que dans la mise en œuvre spécialisée du futur programme en santé sexuelle.

5^{ème} AXE

PLAIDOYER



S'engager au niveau politique pour que chaque être humain ait accès aux offres en matière de santé sexuelle, et que les droits sexuels y relatifs leur soient garantis.

Au centre de nos préoccupations en 2014: l'agenda pour l'après 2015. Ce programme global de l'ONU doit mettre un terme aux quinze années de poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 en les faisant suivre par un agenda exhaustif de développement durable. Différentes activités et des contacts réguliers ont permis à SANTÉ SEXUELLE Suisse de se battre sur la scène nationale et internationale pour que ses préoccupations clés, la santé sexuelle et reproductive, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et jeunes filles, puissent aussi être intégrées dans ce futur cadre d'orientation international.

Activités, projets, partenariats

NIVEAU NATIONAL / INTERNATIONAL

Le 30 novembre, SANTÉ SEXUELLE Suisse a remporté un autre succès lors du rejet par 74% des voix de l'initiative populaire Ecopop. Ce texte proposait de limiter la croissance démographique des pays en développement par la planification familiale. SANTÉ SEXUELLE Suisse a combattu activement cette initiative dans le cadre de la campagne de votation, car celle-ci instrumentalisait le planning familial par un inquiétant retour en arrière, en le sortant du contexte des droits sexuels et humains et en le transformant en moyen de limiter l'immigration.

SANTÉ SEXUELLE Suisse continue à prendre en charge le secrétariat du groupe parlementaire CAIRE+. Ce faisant, elle a organisé trois manifestations destinées aux parlementaires et a publié quatre newsletters lors des sessions du Conseil national et des Etats. Les rencontres proposées se sont intéressées aux thèmes suivants:

Mars: L'exploitation sexuelle dans le contexte de la traite des êtres humains, avec des exposés des représentant.e.s du Service suisse de coordination contre la traite d'êtres humains, ainsi que du Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes.

Juin: Rapports et actualités par des représentant.e.s du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, du DFAE et de la DDC, qui ont fait partie des délégations helvétiques présentes aux réunions internationales de la Commission de la condition de la femme et de la Commission Population et Développement. Puis compte-rendu sur la Conférence parlementaire internationale pour la mise en œuvre du programme d'action du Caire.

Septembre: Rencontre commune avec le groupe parlementaire Enfance et Jeunesse autour de l'éducation sexuelle dans les écoles, avec des exposés de représentant.e.s de l'OMS et de SANTÉ SEXUELLE Suisse.

Dans le cadre de la campagne «16 jours contre la violence faite aux femmes», SANTÉ SEXUELLE Suisse a organisé le 27 novembre à Berne une soirée de débat sur le thème «La sexualité, jeu et enjeu politique» en partenariat avec Amnesty International et cfd. Des expert.e.s suisses et étrangers ont discuté de la façon dont la politique utilisait l'interruption de grossesse, l'éducation et les droits sexuels à travers des exemples concrets. 16jours.ch

STRUCTURE ET RESSOURCES

Enfin, pour leur inlassable engagement, leur constante disponibilité, leur indéfectible solidarité et leurs innombrables contributions expertes – entièrement bénévoles – à l'ensemble des activités de SANTÉ SEXUELLE Suisse, nous remercions chaleureusement le Conseil de Fondation, le Comité de l'Association et tous les membres de l'Association.

CONSEIL DE FONDATION 2014

Le Conseil de Fondation s'est réuni à deux reprises en 2014: le 6 mars et le 27 novembre, séance lors de laquelle ont été élus deux nouveaux membres: Francesca Snider, avocate et notaire à Locarno, membre de la Commission cantonale de consultation en matière de grossesse; et Hugues Balthasar, chef de projet au Service de la santé publique du canton de Vaud et déjà membre du Comité SANTÉ SEXUELLE Suisse depuis 2013. Ces deux nouveaux membres ont été élus à l'unanimité avec entrée en fonction immédiate.

Présidente

Dr méd. **YVONNE GILLI**, Wil (SG)
Médecin et conseillère nationale

Vice-présidente

CATHERINE STANGL*,
La Chaux-de-Fonds
Responsable du planning familial de
Neuchâtel

Vice-président

Prof. **DANIEL KUNZ**, Lucerne
Formateur en éducation sexuelle,
Enseignant à la HSLU-travail social

HUGUES BALTHASAR, Lausanne
Chef de projet au Service de la santé
publique du canton de Vaud

BRUNO BÜHLMANN*, Berne
Formateur en éducation sexuelle

Dr méd. **MARINA COSTA**, Zurich
Médecin scolaire, Co-directrice du
service d'éd. sex. «Lust und Frust»

VERENA FLÜCK, Berne
Consultante en management
d'organisations à but non lucratif

Dr méd. **PAOLA HÖCHNER-
GALLICANI***, Saint-Gall, Médecin

JACQUES MARTIN, Pully (VD)
Politologue, consultant

Dr méd. **CLAUDE-FRANÇOIS
ROBERT**, Neuchâtel, Médecin cantonal

GÉRALDINE SAVARY, Lausanne
Conseillère aux États, journaliste

FRANCESCA SNIDER, Locarno
Avocate et notaire, Tessin

CONSEIL DE FONDATION

20



COMITÉ DE L'ASSOCIATION 2014

En plus des séances du Conseil de Fondation auxquelles il participe en sa qualité de Conseil d'expert.e.s, le Comité de l'Association s'est également réuni indépendamment le 5 septembre. Deux nouveaux membres de moins de 25 ans ont été élus lors de l'Assemblée Générale du 22 mai 2014: Pia Heidenreich, diplômée de la HEP de Berne (Institut secondaire II) et ancienne stagiaire chez SANTÉ SEXUELLE Suisse; David Hodel, étudiant en Droit, et membre du Parlement des Jeunes de la Ville de Neuchâtel (PJNE), dans laquelle il a été responsable de la Commission sexualité.

Présidente

CATHERINE STANGL,
La Chaux-de-Fonds
Responsable du planning familial de
Neuchâtel

Vice-présidente

Dr méd.
PAOLA HÖCHNER-GALLICANI,
Saint-Gall, Médecin

CATHERINE AGTHE DISERENS,
Nyon (VD)
Sexo-pédagogue spécialisée
et formatrice pour adultes

IRÈNE AEBISCHER, Berne
Conseillère en santé sexuelle
et reproductive

HUGUES BALTHASAR, Lausanne
Chef de projet au Service de la santé
publique du canton de Vaud

KARIN BOVON-HUGENTOBLER,
Etoy (VD)
Conseillère en santé sexuelle
et reproductive

BRUNO BÜHLMANN, Berne
Formateur en éducation sexuelle

CATHERINE CHARMILLOT-GODAT,
Develier (JU)
Éducatrice et formatrice en santé
sexuelle

PIA HEIDENREICH, Berne
Étudiante

DAVID HODEL, Neuchâtel
Étudiant

BEATRICE JOSS, Coire
Conseillère en santé sexuelle
et reproductive

COMITÉ DE L'ASSOCIATION

21

*Les membres de l'Association élisent et réélisent au maximum la moitié des membres du Conseil de Fondation (art. 7 des statuts de la Fondation). Les membres du Conseil de Fondation désignés par l'Association font partie en même temps du Comité de l'Association (art 9.2 des statuts de l'Association).

SECRÉTARIAT

L'équipe de SANTÉ SEXUELLE Suisse est répartie dans les bureaux de Berne, Lausanne et Locarno. En raison de trois congés maternité* en 2014, les taux de travail de plusieurs postes ont été augmentés. Elise Lichtenstern a remplacé Erika Glassey* puis Christine Guckert*, en prenant notamment en charge la communication. En sa qualité d'adjoint à la direction, c'est Rainer Kamber qui a suppléé Barbara Berger*.



Barbara Berger
Directrice, 100%
barbara.berger@sante-sexuelle.ch



Rainer Kamber
Adjoint à la direction, Projet Santé des hommes, 80>90%
rainer.kamber@sante-sexuelle.ch



Béatrice Détraz
Secrétariat et comptabilité, 40>50%
beatrice.detrax@sante-sexuelle.ch



Erika Glassey
Assistance de direction, 50%
erika.glassey@sante-sexuelle.ch



Christine Guckert Delasoie
Projet Jeunes, 60%
christine.guckert@sante-sexuelle.ch



Caroline Jacot-Descombes
Projet Éducation sexuelle, 80%
caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch

SECRÉTARIAT
22



Grégoire Laffely
Stagiaire Éducation sexuelle, 20%
gregoire.laffely@sante-sexuelle.ch



Elise Lichtenstern
Communication et projets, 60>70%
elise.lichtenstern@sante-sexuelle.ch



Stefania Maddalena
Collaboratrice – Tessin, 50%
stefania.maddalena@salute-sessuale.ch



Arabel Mettler
Collaboratrice Éducation sexuelle, 20>50%
arabel.mettler@sante-sexuelle.ch



Susanne Rohner Baumgartner
Advocacy, 50%
susanne.rohner@sante-sexuelle.ch



Christine Sieber
Accès et savoir, 80%
christine.sieber@sante-sexuelle.ch



Noël Tshibangu
Prévention et promotion, 80>90%
noel.tshibangu@sante-sexuelle.ch



Gilberte Voide Crettenand
Formation à la santé sexuelle, 50%
gilberte.voide@sante-sexuelle.ch

SECRÉTARIAT
23

FINANCES

FINANCEMENT

L'essentiel du financement des activités et du fonctionnement de SANTÉ SEXUELLE Suisse a été assuré en 2014 par la subvention de l'OFSP, allouée dans le cadre du partenariat pour la mise en œuvre du PNVI 2011-2017 (Programme national de prévention du VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles). Nous sommes infiniment reconnaissants envers l'OFSP de cette aide financière qui permet à notre organisation de jouer son rôle au niveau national.

bag.admin.ch

La Fondation Oak soutient également notre organisation en établissant une collaboration durable pour la promotion de l'éducation sexuelle en Suisse. Nous exprimons à la Fondation Oak nos vifs remerciements.

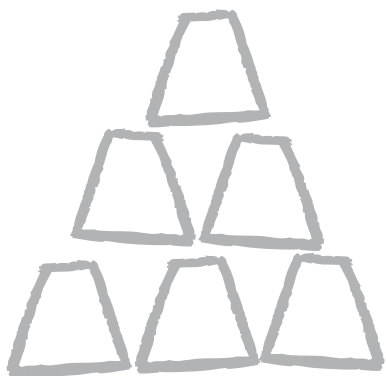
oakfnd.org

Enfin, pour le travail de plaidoyer au plan national et international, nous avons une nouvelle fois pu compter sur la contribution de UNFPA et celle de IPPF, par le biais du projet Countdown 2015. À ces deux fidèles partenaires internationaux va également notre gratitude.

unfpa.org

ippf.org / ippfen.org

countdown2015europe.org



FINANCEMENT

COMPTE PERTES ET PROFITS 1.01. AU 31.12.2014

Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Salaires et frais de personnel	830'267.60	648'286.50	Prestations fournies	32'560.49	134'194.74
Charges sociales	122'538.20	85'392.85	Coisations	19'796.00	19'148.00
Loyer	68'307.65	41'216.90	Subventions int.	57'580.00	82'230.26
Projets Communication/Lobbying	328'295.90	343'535.85	Subvention OFSP	1'300'000.00	1'476'500.00
Honoraires		165'334.50	Dons	13'249.00	3'000.00
Frais bureau	26'513.39	26'370.34	Don Loterie romande	15'000.00	
Frais déplacement & séminaires	29'482.15	55'351.42	Recettes diverses	21'400.35	15'944.68
Représentation & AG	21'649.12	17'379.10	Subvention OAK	159'330.00	57'800.00
Participation projets	1'500.00	0.00	Charges directes PNVI 2011-2017	-297'000.00	-396'000.00
Cotisations & dons à des tiers	3'054.88	3'166.30	Pertes sur projets	-2'043.52	
			Dissolution provision	110'000.00	
Total charges	1'431'608.89	1'386'033.76			
Charges et produits financiers					
Intérêts	164.60	99.05			
Intérêts recus	-129.45	-142.40			
Gain / Perte de change	-11'502.33	2'983.73			
Total	-11'467.18	2'940.38			
Amortissement et provisions					
Mobilier	1'531.30	800.00			
Matériel informatique	3'836.25	1'000.00			
Provision projets suisses	3'750.00				
Total amortissements	9'117.55	1'800.00			
Résultat de l'exercice	613.06	2'043.54			
	1'429'872.32	1'392'817.68		1'429'872.32	1'392'817.68

Actif	2014	2013	Passif	2014	2013
Actifs circulants			Fonds étrangers		
Liquidités	105'383.75	241'650.14	Créanciers	371'304.65	339'368.80
Impôt anticipé		78.55	Acomptes sur projets		20'960.75
Actifs transitoires	351'630.10	318'882.00	Provision risque d'exploitation	80'050.00	186'300.00
Actifs immobilisés			Fonds propres		
Matériel informatique	10'100.00	2'600.00	Capital initial	18'926.36	18'926.36
Mobilier	6'700.00	1'500.00	Perte reportée	-3'820.22	-5'863.76
			Résultat de l'exercice	613.06	2'043.54
Compte d'attente	6'740.00	2'975.00			

COMPTE PERTES ET PROFITS

COLLABORATIONS & PARTENARIATS

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- ARTANES**, Association romande et tessinoise des éducatrices/teurs, formatrices/teurs, en santé sexuelle et reproductive
- ARTCOSS**, Association Romande et Tessinoise des Conseillères et conseillers en Santé Sexuelle
- faseg**, Fachverband Sexuelle Gesundheit in Beratung und Bildung

ADMINISTRATION FÉDÉRALE

- BFEG**, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
- CDIP**, Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
- CDS**, Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé
- CFEJ**, Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse
- CFSS**, Commission fédérale pour la santé sexuelle
- DDC**, Direction pour le développement et la coopération
- GRPS**, Groupe de travail romand de promotion et de prévention, Commission Prévention et Promotion de la Santé (CPPS) de la Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales
- OFSP**, Office fédéral de la santé publique, section Migration et Santé
- OFSP**, Office fédéral de la santé publique, section Prévention et Promotion
- SEM**, Secrétariat d'État aux migrations

INSTITUTS DE FORMATION ET RECHERCHE

- cefoc**, Centre d'études et formation continue, Genève
- HEF-TS**, Haute École de Travail social, Fribourg
- HEDS**, Haute École de Santé, Fribourg
- HESB**, Haute École spécialisée bernoise, Division Santé
- HES-SO Valais-Wallis**, Haute École spécialisée
- HETS** Genève, Haute École de Travail Social
- HSLU**, Hochschule Luzern für Soziale Arbeit

IDE, Institut international des Droits de l'Enfant, Genève

UNIGE, Université de Genève, Service de formation continue

UNIL, Université de Lausanne, Service de formation continue

ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS NATIONALES

- aidsfocus**, plateforme VIH/Sida et coopération internationale
- Alliance Sud**, Communauté de travail des organisations de développement suisses
- Amnesty International**, Section suisse
- APAC-Suisse**, Association de professionnels de l'avortement et de la contraception

- ASS**, Aide suisse contre le Sida
- cfd**, l'ONG féministe pour la paix
- ciao.ch**, Informations pour les adolescent.e.s de Suisse romande
- CoRom**, Coordination romande des antennes sida
- CSAJ**, Comité Suisse des Activités de Jeunesse
- CTA**, Conférence tripartite sur les agglomérations
- Fondation le Tremplin**
- Fondation PROFA**
- IENK**, Groupe interdisciplinaire d'expert.e.s pour la contraception d'urgence
- Lilli.ch**, Informations pour les adolescent.e.s de Suisse alémanique
- LOS**, Organisation suisse des lesbiennes
- Männer.ch**, Association faitière des organisations pour les hommes et les pères
- Medicus Mundi Suisse**, Réseau santé pour toutes et tous migesplus.ch
- pharmaSuisse**, Société suisse des pharmaciens
- OAK Foundation**
- Promotion Santé Suisse**
- Reliances**, Réseau romand de professionnel.le.s et de ressources dans le domaine des abus et des droits sexuels
- REISO**, Revue d'information sociale de Suisse romande
- Santé Publique Suisse**
- SEHP**, SExualité et Handicaps Pluriels
- Service d'informations interruption de grossesse** (anc. USPDA, Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement)
- Terre des Femmes**
- UMSA**, Unité multidisciplinaire de santé des adolescents du CHUV, Lausanne

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- BZgA**, Centre fédéral allemand pour l'éducation à la santé
- ECEC**, European Consortium for Emergency Contraception
- EPF**, European Parliamentary Forum on Population and Development
- ESC**, Société européenne de contraception
- EuroNGOs**, Forum européen pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive
- FIAPAC**, Fédération internationale des associés professionnels de l'avortement et de la contraception
- ICEC**, International Consortium for Emergency Contraception
- IPPF EN**, International Planned Parenthood Federation, European Network, Bruxelles
- IPPF**, International Planned Parenthood Federation, Londres
- OMS**, Bureau régional pour l'Europe
- UNESCO**, Bureau International pour l'Education (BIE), Genève
- UNFPA**, Fonds des Nations Unies pour l'Aide aux Populations, Genève et New York
- sante-sexuelle.ch/qui-sommes-nous/notre-reseau/liens

RAPPORT ANNUEL 2014

Le rapport annuel couvre la période
du 1er janvier au 31 décembre 2014.

SANTÉ SEXUELLE Suisse

Rue St-Pierre 2
Case postale 1229
CH-1001 Lausanne
Tél: +41 21 661 22 33
Fax: +41 21 661 22 34

SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz

Marktgasse 36
CH-3011 Bern
Tel: +41 31 311 44 08
Fax: +41 31 311 42 57

SALUTE SESSUALE Svizzera

c/o Coordinamento CPF EOC
Ospedale Regionale di Locarno
CH-6600 Locarno
Tel: +41 91 752 01 02

E-Mail: info@sante-sexuelle.ch

RESPONSABLE DE PUBLICATION

Barbara Berger, directrice
Elise Lichtenstern, chargée de communication

GRAPHISME

Pauline Martinet / paulinemartinet.com

IMPRESSION

Presses Centrales SA, Renens

© Mai 2015, SANTÉ SEXUELLE Suisse

Vous pouvez
FAIRE UN DON



CCP 10-29561-9



